



Colombie

Introduction

En Colombie, les communautés afro-descendantes et les paysans de La Alsacia, de la réserve de Barbas de Mono et de la réserve de Los Maklenkes participent activement à l'Initiative de résilience de la conservation communautaire (IRCC) depuis 2016. Ils représentent divers territoires, écosystèmes et moyens de subsistance.

Le peuple afro-descendant de La Alsacia habite dans la région sud-ouest du pays, sur la cordillère occidentale, dans le département de Cauca. [1] Il s'organise en conseil communautaire, une forme d'administration interne créée par l'article 5 de la loi 70 qui reconnaît la propriété publique de la terre et cherche à protéger l'identité et les droits des communautés noires comme groupe ethnique. [2] Victimes de déplacements forcés à de multiples reprises tout au long de leur histoire, ce peuple a fait appel à cette loi afin d'obtenir leur titre de propriété collective. Ils habitent et protègent une région montagneuse d'environ 1088 hectares, dont 600 hectares sont destinés à la conservation.

Les communautés des réserves de Los Maklenkes et de Barba de Mono sont situées de l'autre côté de la Colombie, sur la cordillère orientale, dans le département de Santander. Les réserves possèdent respectivement 12 et 55 hectares, mais aux alentours, des zones

allant jusqu'à 113 hectares ont été auto-proclamées réserves familiales, toutes appartenant au Collectif des réserves paysannes et communautaires de Santander (la démarche participative pour conserver les forêts andines a été initiée en 2008 par les communautés avec l'appui de l'organisation Fundaexpresión).

Ces organisations communautaires sont paysannes et, contrairement aux communautés afro-descendantes de La Alsacia, on ne leur accorde pas de droits spéciaux. Elles s'organisent en assemblées communales ou collectives qui administrent, par exemple, les aqueducs communautaires et les réserves. Los Maklenkes est localisée près de la 4^{ème} ville la plus peuplée du pays, Bucaramanga, et subit les impacts du tourisme qui en découle. Barbas de Mono est située dans une zone rurale sévèrement

affectée, jusqu'à très récemment, par le conflit armé national.

En Colombie, plusieurs décennies de conflit armé ont gravement affecté les communautés et leur capacité de conserver leurs territoires. Le déplacement et l'abandon des



Des enfants participent à l'évaluation de l'IRCC du Conseil communautaire de La Alsacia. **Jeanne Lieberman et Censat Agua Viva/GFC**

La vue sur les environs de la réserve de Barbas de Mono. **Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC**



territoires sont les conséquences les plus communes de cette situation : la Colombie contient plus de déplacés internes que n'importe quel autre pays dans le monde (7.4 millions de déplacés en 2016). [3] Les parents limitent les lieux auxquels les enfants et les adolescents peuvent voyager et dans certains endroits, il existe des mines anti-personnels. Tout ceci contribue à la perte des connaissances sur les territoires, ce qui est un problème fondamental puisqu'il est difficile de défendre et de protéger quelque chose que l'on connaît peu.

rurales et urbaines à Bucaramanga en septembre 2017. La dynamique et la proposition d'un comité national de coordination, tel que mentionné dans la méthodologie de l'IRCC, ont été vitales. [4] Ce groupe de personnes (les conseillers de projet) proviennent de différents domaines de connaissances et d'activités, interprètent les croyances et les pratiques des communautés, et orientent les réflexions qui sont, par la suite, proposées aux communautés et à d'autres organismes.

considérable à analyser leur rôle et leurs principales contributions, et à considérer les perceptions des femmes sur les besoins et les opportunités de leurs communautés.

Une évaluation du cadre juridique existant a identifié les règlements qui pourraient bénéficier ou affecter négativement les initiatives de gestion communautaire. Deux instruments pour la promotion et l'application du modèle d'économie verte, approuvés dans le cadre du processus de paix, sont néfastes pour les initiatives de conservation des communautés puisqu'ils

Le processus de l'IRCC, Conseil communautaire de La Alsacia.
Jeanne Lieberman et Censat Agua Viva/GFC



Un papillon dans la réserve de Barbas de Mono. Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC



Toutes les communautés sont au courant de l'évaluation de l'IRCC depuis sa création en 2014, et elles ont accepté de participer en tant que représentants des communautés qui vivent des expériences et des défis semblables. En 2016, un atelier national a soulevé la relation entre les mégaprojets et leurs impacts sur les territoires de la communauté, tout en soulignant le rôle des initiatives de conservation communautaire. Les communautés se sont également réunies et ont partagé leurs idées et leurs avancées lors du Festival d'expressions

En tenant compte des enjeux de genre, en termes de principes et de méthodologies, et en encourageant la participation des tous les groupes au sein des communautés, nous avons développé des méthodologies qui reflètent les pratiques culturelles de chaque population pour promouvoir la participation de filles, de garçons, de jeunes et de femmes. Afin de faciliter la participation des femmes, des activités ont été réalisées dans leurs foyers. Ce sont les femmes de la communauté de Barba de Monos qui ont le plus participé : elles ont passé un temps

pourraient miner les valeurs traditionnelles de conservation, principalement par la valorisation de la commercialisation de la nature. [5,6] Il s'agit du Document CONPES 3886 d'orientation politique, du Programme national du paiement de services environnementaux (PSE) pour la Construction de la paix ainsi que le Décret 870 du 25 mai 2017, [7] qui établissent les paiements pour les services environnementaux et d'autres initiatives de conservation. [8]

L'Initiative de résilience de la conservation communautaire

À La Alsacia, la communauté possède de profondes connaissances sur leur patrimoine naturel. Elle a développé ses propres termes ainsi que ses propres systèmes de classification de la faune et de la flore et de normes internes afin de réglementer les activités nocives. Par exemple, la communauté a interdit la plantation de cultures à des fins illicites en raison de leur impact environnemental, social et culturel. Elle a également souligné

- La perte de la mémoire collective et la méconnaissance de l'histoire qui, entre autres facteurs, conduisent à l'ignorance de leur propre culture et favorisent l'adoption de cultures étrangères ;
- Le conflit armé et ses acteurs, peu importe leur provenance.

L'instabilité politique a engendré des menaces envers les leaders et les

Ils sont ravis de constater que les conflits ont diminué, mais se préoccupent de ce qui pourrait arriver aux zones de conservation dans le contexte de l'accord de paix puisqu'auparavant le conflit bloquait l'accès à ces zones et donc son exploitation par de tierces personnes. De plus, les communautés souffrent encore des menaces, et des confrontations armées persistent près des villages. [9] Cette situation est récurrente en



La faune dans la communauté de La Alsacia. Jeanne Lieberman et Censat Agua Viva/GFC



Les alentours de la réserve de Los Maklenkes. Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC

le besoin de identifier et de comprendre les menaces et les intérêts étrangers afin de pouvoir les affronter. Dans leur contexte, qui s'apparente à celle de plusieurs centaines de communautés colombiennes, les principales menaces inhérentes au modèle de développement dominant et l'implémentation des accords de paix sont :

- Une stratégie de la part du gouvernement et les autres acteurs aux intérêts divers pour évacuer les territoires ;

communautés noires, paysannes et autochtones, ainsi que des conflits entre groupes armés (incluant l'armée nationale), des restrictions sur la mobilité dans les territoires et des déplacements forcés ou le confinement des populations dans les hameaux. La communauté de La Alsacia a expérimenté ces derniers à de maintes reprises. L'accord de paix signé par le gouvernement colombien et le nouveau parti politique des FARC a été bien accueilli, mais la situation demeure fragile, ce qui rend la gestion communautaire du territoire très ardue.

Colombie et les disputes pour les terres, principalement sur les territoires afro-descendants, se sont intensifiées à cause de l'expansion fulgurante des monocultures d'huile de palme.

La communauté située près de la réserve de Los Maklenkes a constaté qu'une des sources de leur forte cohésion et de leur résistance communautaire est leur unité malgré les situations de crise et les conflits qu'elle a subis. Au lieu d'abandonner leur territoire et perdre à la fois le travail d'une vie et leurs moyens de

subsistance, elle a choisi une stratégie extrêmement risquée pour conserver leurs terres : la négociation entre les acteurs armés et des délégués envoyés par la communauté.

L'initiative de l'IRCC à Santander a encouragé les leaders à réfléchir sur le renforcement du processus de conservation communautaire et à comprendre qu'il ne s'agit pas de préservation, sinon d'une opportunité pour qu'un plus grand nombre de familles bénéficient et profitent de la nature. Par l'entremise de processus complémentaires à l'IRCC, les deux communautés ont défini les objectifs pour la gestion de la biodiversité et ont entrepris, par le biais de l'IRCC, des activités afin de comprendre et démontrer l'impact positif des actions de conservation communautaires. À Los Maklenkes, l'identification et la gestion des espèces d'oiseaux en voie de disparition protégées dans cette réserve paysanne se développe progressivement. À Barba de Monos, la diversité aviaire dans les zones agricoles est comparée à celle de la réserve.

L'approche de genre de l'IRCC a mené les communautés à poser un regard interne sur la communauté et leur a permis d'identifier comme principale menace les limites de la participation des femmes dans les processus et les activités communautaires. Les habitants résidant près de Los Maklenkes ont observé que le système patriarcal restreint grandement la participation des femmes dans plusieurs secteurs d'activités, telles les assemblées

d'action communautaire. Cette situation est causée par les hommes qui ont le pouvoir de décider des espaces et des activités auxquels auront droit d'assister leurs épouses et leurs filles. Comme part de l'IRCC, la communauté a choisi d'étudier leur faune locale à travers la pratique traditionnelle de broderie, qui est culturellement associé aux femmes. Toutefois, les hommes et les enfants ont participé à l'atelier, contribuant ainsi à corriger le déséquilibre du genre. Après la rencontre entre les représentants des

deux communautés, la communauté de La Alsacia a également entrepris un atelier de broderie qui s'est avéré si populaire qu'aujourd'hui, la majorité des familles connaissent le projet de l'IRCC et y participent activement.

La communauté de Los Maklenkes a identifié la perte de connaissances et de pratiques traditionnelles comme une menace à la biodiversité, le patrimoine et à la culture. Aussi, pour la communauté qui administre la réserve de Barba de



La conservation des semences dans la réserve de Barbas de Mono. Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC



La préparation des aliments, la réserve de Los Maklenkes. Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC



Le séchage des semences, la réserve de Barbas de Mono. Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC

ainsi à la dépendance et imposant des conditions qui limitent la souveraineté alimentaire au sein des communautés. À cet égard, la problématique est abordée par plusieurs acteurs. [10]

- Un système éducatif qui éloigne les enfants de leur territoire et de leur mode de vie rural, au détriment des savoirs et des traditions populaires.



L'apiculture dans la réserve de Barbas de Mono. Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC

de gestion d'aqueducs et la cooptation communautaire par les entreprises minières, ce qui conduit à un manque d'intérêt des familles envers les mouvements d'organisation et de résistance. Dans ce contexte, les territoires et les communautés sont plus vulnérables face aux menaces spécifiques telles :

- Les institutions, comme la Fédération nationale de producteurs de café de Colombie qui promet la sécurité alimentaire tout en offrant des paquets technologiques qui

Enfin, les intérêts et les besoins de la communauté sont ignorés de manière répétée par les responsables de la politique urbaine, par les grandes organisations de conservation et même par les entités qui, supposément, appuient les initiatives populaires. L'approche de gestion et de conservation communautaire diffère grandement du modèle imposé par l'État et les grandes ONG de conservation. Il ne s'agit pas d'acheter et isoler des portions de terres, mais plutôt de considérer les peuples liés au processus de conservation et leurs connaissances, leur culture et leurs capacités, tout comme leurs terres et leur espace physique. Le risque est élevé pour les initiatives communautaires lorsque les aspects fondamentaux de la résilience communautaire tels l'autonomie et l'autogestion sont mis de côté pour favoriser le rôle des acteurs externes. Cette « assistance » peut engendrer une dépendance qui affaiblit les processus de base des communautés.

Mono, les principales menaces liées au modèle de développement actuel imposé par les villes incluent le développement de routes, le développement du tourisme, la potentielle privatisation des systèmes

incluent des systèmes de crédit et de l'assistance technique sur les monocultures et les pesticides chimiques au lieu d'encourager les cultures de cafés à l'ombre, conduisant

Conclusions et recommandations

Il est important de prioriser les initiatives de gestion territoriale qui émergent des communautés. Elles sont légitimes, présentent une plus grande probabilité de succès et bénéficient à la fois les populations humaines et les écosystèmes. Une conservation communautaire réussie s'appuie sur une organisation efficace avec une vaste participation et appropriation du processus, où l'autonomie et l'organisation communautaires sont la priorité et que les autres aspects, telles les normes légales, sont plutôt considérées complémentaires. Les projets et les propositions de plaidoyer dans les communautés doivent être impérativement créés et approuvés par elles, jamais définies et imposées de l'extérieur du territoire. Toutefois, les processus ne doivent pas être isolés des contextes plus vastes. Les stratégies de gestion communautaire devraient mettre en place des espaces de dialogue, de réflexion et de débat au sein de la société civile et entre la population et le gouvernement.

L'organisation, la reconnaissance et la valorisation de la communauté comme une vaste famille ont été les clés de la résilience identifiées par la communauté avec le plus haut risque d'expropriation territoriale. Ces éléments peuvent être renforcés par des processus éducationnels implémentés par eux-mêmes.

En général, il a été recommandé de prioriser l'éducation populaire comme stratégie qui met en relation le respect des droits humains et les politiques étatiques. Ceci aiderait considérablement les communautés à retrouver une partie des biens qu'elles ont perdus et à identifier ce qui leur a été ou ce qui leur est toujours imposé. Dans ce sens, le mode de vie paysan est revendiqué comme source de fierté et d'une vie digne.

Encourager l'adoption de stratégies productives associées aux espaces de gestion et de conservation communautaires est essentiel à la résilience des communautés. Ceci inclut le démantèlement du paradigme créé par les systèmes officiels des aires protégées selon lequel la conservation exclut la

production et la présence des communautés locales. L'agroécologie et la gestion communautaire des forêts sont des références qui garantissent une approche politique efficaces où les dimensions territoriales et organisationnelles sont prises en considération. Dans la réserve de Los Maklenkes, par exemple, les activités de production compatibles à la protection du patrimoine naturel au sein de la réserve incluent l'utilisation de produits forestiers non ligneux et la propagation d'orchidées. À Barbas de Mono, la communauté a décidé que l'apiculture serait une activité productive qui favoriserait la biodiversité et unirait la communauté : aujourd'hui, il est possible de trouver des ruches gérées par les familles et d'autres par la communauté en général. Des leaders paysannes qui



Les membres de la communauté de La Alsacia identifient la faune. **Jeanne Lieberman** et **Censat Agua Viva/GFC**

réalisent des pratiques productives dans les forêts et les écosystèmes recommandent la combinaison d'activités à long-terme, telles la production de bois d'oeuvre, et d'activités qui produisent des résultats à court-terme, dans le but de stimuler et maintenir l'intérêt envers les composantes à long-terme tout en répondant aux besoins urgents des familles.

Il est également important d'inclure des activités récréatives et de partage. Les rencontres et les assemblées ne doivent pas être limitées à des dimensions politiques ou organisationnelles. En effet, elles peuvent promouvoir le bien-être à partir d'autres perspectives pour lesquelles, normalement, nous ne consacrons pas suffisamment de temps. Les problèmes et leurs solutions respectives sont priorisés tout en gardant du temps pour « *Bon et Bien Vivre* ».

D'un point de vue légal, il est impératif d'examiner et de revoir les lacunes dans la législation, la législation « en suspens » et les obligations étatiques en lien avec les droits et les revendications des peuples autochtones, des afro-descendants et des communautés locales. Par exemple, après 24 ans, le président de la République colombienne a reconnu le retard dans l'implémentation des chapitres IV, V et VII de la loi 70 de 1993, qui traite du « respect du droit de la terre, de la protection des ressources naturelles et de l'environnement, des ressources minières dans les territoires appartenant aux communautés afro-colombiennes et au développement économique et social. » [11]

Il est primordial que le gouvernement assure les conditions nécessaires au respect et à l'effectivité des droits mentionnés, et que les personnes

puissent rester sur leurs terres. Par exemple, parmi toutes les communautés ayant participé à l'IRCC, celle ayant souffert le plus des menaces et des pressions d'expropriation territoriale est précisément la communauté afro-descendante, malgré qu'elle soit la seule parmi les trois qui possède un statut légal qui reconnaît ses droits sur le territoire.

Les stratégies adéquates devraient être adoptées pour promouvoir la participation d'un plus grand nombre de familles dans le processus de conservation et gestion communautaires, et pour assurer une plus grande visibilité au processus et aux initiatives de conservation, à la souveraineté et à la production autonome.

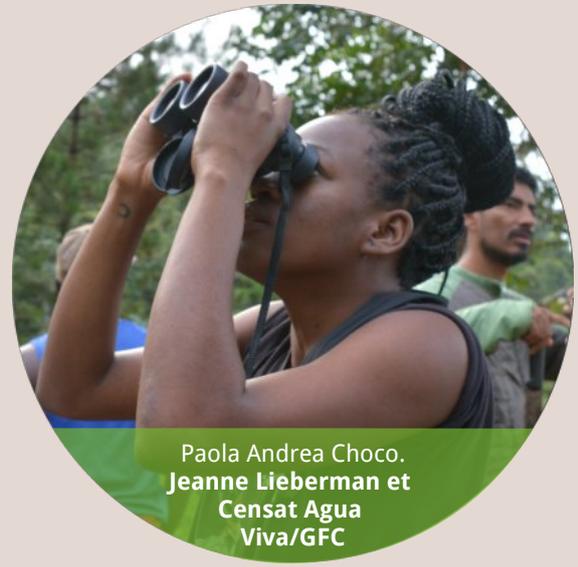


Les enfants jouent dans les cascades, la communauté de La Alsacia. Jeanne Lieberman et Censat Agua Viva/GFC

Témoignage

La motivation de Paola provient de ses racines bien ancrées dans le territoire et sa communauté. Elle croit que les solutions doivent tirer leurs sources de la communauté elle-même puisque ceci engendre des enseignements innovants qui atteindront et influenceront toutes les personnes qui font partie de leur petit village. Elle se sent menacée par la proximité d'une municipalité rurale où d'anciens combattants des FARC se sont installés. Ces personnes affirment qu'elles s'intégreront à la région sans, toutefois, adopter ou connaître les règlements internes du conseil communautaire, ce qui pourrait générer plusieurs impacts négatifs et affecter la zone de conservation du territoire.

Paola Andrea Choco, Conseil communautaire de La Alsacia



Paola Andrea Choco.
Jeanne Lieberman et
Censat Agua
Viva/GFC

Ce résumé est tiré d'un rapport plus exhaustif de l'IRCC sur l'évaluation de la résilience et la conservation communautaires en Colombie. Le document peut être consulté en suivant le lien suivant :

<http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>

Sources

[1] La Colombie est divisée en 33 régions économiques, administratives et géographiques. 32 de ces départements sont dirigés par leur capitale respective et l'autre correspond à la capitale nationale, Bogotá.

[2] Congreso de Colombia. 1993. Ley 70 de 1993. [pdf] Disponible au: <http://www.acnur.org/t3/fileadmin/Documentos/BDL/2006/4404.pdf> [Consulté le 11 août 2017].

[3] ACNUR. 2017. Tendencias Globales sobre refugiados y otras personas de interés del ACNUR. Disponible au : <http://www.acnur.org/recursos/estadisticas/> [Consulté le 27 mars 2018].

[4] Natural Justice and Global Forest Coalition. 2014. Methodology of the Community Conservation Resilience Initiative. [pdf] Disponible au: http://globalforestcoalition.org/wp-content/uploads/2014/06/New-Last-CCR-Initiative-methodology_May-2014.pdf [Consulté le 10 août 2017].

[5] ATI, 2014. Trampas de REDD y de otros proyectos de conservación de bosques, <http://censat.org/es/publicaciones/trampas-de-redd-y-de-otrosproyectos-de-conservacion-de-bosques> [Consulté le 12 avril 2018].

[6] Lovera-Bilderbeek, A. S. E., 2017. Agents, Assumptions and Motivations behind REDD+. UvA-DARE, University of Amsterdam. 242 pp.

[7] CONPES. 2017. Lineamientos de política y programa nacional de pago por servicios ambientales para la construcción de paz. [pdf] Disponible au: <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Conpes/Econ%C3%B3micos/3886.pdf> [Consulté le 18 janvier 2018].

[8] Presidencia de Colombia. 2017. Decreto 870 de 2017. [pdf] Disponible au: <http://es.presidencia.gov.co/normativa/normativa/DECRETO%20870%20DEL%2025%20DE%20MAYO%20DE%202017.pdf> [Consulté le 18 janvier 2018]. Rodriguez, G. 2010. La consulta previa con pueblos indígenas y comunidades afrodescendientes en Colombia. Bogotá. D.C.

[9] Verdad Abierta. 2018. Rearmados de toda clase amedrentan a los indígenas de Suárez. [online] Disponible au: <https://verdadabierta.com/rearmados-de-toda-clase-amedrantan-a-los-indigenas-de-suarez/> [Consulté le 21 février 2018].

[10] La Silla Vacía. 2013. El café, la primera semilla de la reelección. Disponible au: <http://lasillavacia.com/historia/el-cafe-la-primera-semilla-de-lareeleccion-41383>. [Consulté le 2 février 2018].

[11] Presidencia de Colombia. 2015. Porqué el Gobierno no reglamenta el capítulo 6 y 7 de la ley 70 de 1993? Eso ayudaría en la solución de la pobreza afro. [online] Disponible au: <http://www.urnadecristal.gov.co/pregunta/porqu-gobierno-no-reglamenta-capitulo-6-y-7-de-ley-70-de-1993-esoayudaria-en-soluci-n-de> [Consulté le 11 août 2017].